

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL  
2009**

**DUC S.A.**

# **SOMMAIRE**

<b>DECLARATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT ANNUEL</b>	<b>2</b>
<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</b>	<b>3</b>
<b>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES</b>	<b>7</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009</b>	<b>39</b>

## **DECLARATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT SEMESTRIEL**

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de DUC S.A. et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 3 et suivantes présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Chailley, le 21 septembre 2009

**Joël MARCHAND**  
Directeur Général

**François GONTIER**  
Président du Conseil d'Administration

# RAPPORT D'ACTIVITE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2009

## FAITS MARQUANTS

DUC a enregistré un chiffre d'affaires de 95,60 M€ au premier semestre 2009, en baisse de 3,38% par rapport à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2008, notamment dû à un contexte global de crise et, plus particulièrement, en ce qui concerne la dinde, à une offre étrangère surabondante entraînant une dégradation des marges sur la production nationale.

Ainsi, ce premier semestre, marqué par une importante pression sur les prix exercée par les clients, a conduit le Groupe à procéder à des arbitrages (réorganisation de l'activité et recentrage de sa production ainsi que de l'offre commerciale) de manière à préserver sa rentabilité. Ces choix stratégiques participent au recul du chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> semestre 2009 mais ont permis de limiter l'impact sur les marges.

Le résultat opérationnel semestriel s'établit à (2.262) K€. Le résultat net s'élève, quant à lui, à (3.000) K€.

Le chiffre d'affaires réalisé avec le secteur de la grande distribution reste fortement majoritaire à environ 40,43 M€.

En volume, la commercialisation des produits finis représente près de 24.700 T sur le semestre avec plus de 16.300 T consacrées à la famille poulet (entiers + découpés).

Il est rappelé que, depuis 2008, le prix des matières premières s'est stabilisé et la filière volaille a connu un mouvement de concentration qui devrait se poursuivre au cours des prochains mois.

La situation de la filiale COBRAL, spécialisée dans les produits traiteurs, a été assainie et la stabilité en termes d'activité constatée sur le premier semestre permet d'envisager des marges plus intéressantes.

Des démarches ont été entamées avec un gros opérateur, sur le site de Plumelin (spécialisé dans les panés de dinde) en vue d'aboutir à un partenariat de prestations de services de produits panés surgelés.

## EVOLUTION DU SECOND SEMESTRE

La concentration engagée dans le secteur de la volaille en France a vocation à se poursuivre et DUC devrait logiquement y prendre part.

Sur le plan commercial, le Groupe va consolider sa position en poulet certifié et devient progressivement le référent en ce qui concerne le cordon bleu frais en GMS avec l'acquisition du marché ITM.

La baisse du prix des céréales devrait permettre de consolider les marges et améliorer les résultats au cours du second semestre mais la situation reste cependant suspendue à l'évolution du comportement des consommateurs dans le contexte économique actuel.

## **RESULTATS**

### **Activité et résultats consolidés - présentation IFRS (en milliers d'euros)**

Les comptes consolidés du groupe publiés au titre de l'exercice 2009 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2009 au 30/06/2009 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>Variation en %</b>
<i>Premier trimestre</i>	47,52	47,76	-0,50%
<i>Deuxième trimestre</i>	48,08	51,19	- 6,07%
<i>Premier semestre</i>	95,60	98,95	-3,38%

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 est en baisse de 3,38% par rapport à celui du premier semestre 2008.

<i>(en K€)</i>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008*</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	95.597	98.948	202.716
<b>Résultat opérationnel courant</b>	(2.262)	(2.791)	(6.561)
<b>Résultat opérationnel</b>	(2.262)	(2.594)	(6.447)
<b>Résultat net</b>	(3.000)	(3.053)	(7.516)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	(3.000)	(3.053)	(7.516)
<b>Résultat net par action</b>	(1,73)	(2,36)	(4,23)

\* après retraitement lié à la consolidation par mise en équivalence de la Société DIALZO au cours de l'exercice 2008.

Les comptes semestriels consolidés font apparaître un résultat opérationnel courant négatif à hauteur de (2.262) K€, contre un résultat négatif à hauteur de (2.594) K€ au 30 juin 2008.

Le résultat net s'établit, quant à lui, à (3.000) K€, contre (3.053) K€ au premier semestre 2008, compte tenu surtout d'un tassement du chiffre d'affaires et de l'augmentation de nos stocks de produits finis compte tenu de la baisse de la consommation dans le contexte global de crise actuel.

### **Activité et résultats de DUC - société mère (en milliers d'euros)**

Au cours du premier semestre 2009, DUC société-mère a réalisé un chiffre d'affaires de 86.363 K€, soit une baisse de 6,6% par rapport au premier semestre 2008.

### Réalisation des investissements (en K€)

SITES	Budget 2009	Engagés au 30/06/2009
SCEA de Varennes	11	0
Nutri-Bourgogne	127	21
Charolles Accoupage (Charolles)	75	195
Drôme Accoupage (Crest)	13	2
Duc St Bauzély	597	166
Duc Chailley	1.735	817
Siège	530	131
Gouaix	850	33
Riec	259	58
Plumelin	7	0
<b>TOTAL</b>	<b>4.204</b>	<b>1.423</b>

### TENDANCES ET PERSPECTIVES

La concentration engagée au sein de la filière volaille en France va se poursuivre et DUC sera probablement au cœur de futures alliances.

Sur le plan commercial, après avoir consolidé notre position en certifié chez Auchan (retour à la marque Auchan), nous allons, à compter d'octobre, récupérer la majeure partie du marché Atac en certifié ce qui représente un tonnage annuel d'environ 1500 tonnes.

En produits panés, grâce à nos très bons résultats depuis un an en cordons bleus pour la GMS, nous venons tout juste de décrocher un second gros marché pour 2010, ce qui fait de nous le référent sur ce produit.

Dans le domaine de l'industrie, afin d'optimiser nos performances, de réduire notre masse salariale et de mettre en place un service Achats en adéquation avec notre nouveau périmètre, nous avons entamé, avec l'aide du Cabinet Altéo Consulting, un programme d'amélioration continue. Les sites de Chailley et de Gouaix sont concernés depuis le mois de juin et nous pensons l'étendre à Riec et Saint-Bauzély dès l'automne prochain si les résultats sont concluants.

Nous avons également entamé une démarche de partenariat avec un gros opérateur sur le site de Plumelin en tant que prestataire de service pour des produits panés surgelés.

Enfin, au cours du second semestre, nous espérons tirer profit de la baisse des céréales pour consolider nos marges et améliorer nos résultats.

Comme DUC l'avait anticipé, la filière dinde a été la plus impactée avec une baisse de 10,3% des ventes au 2ème trimestre par rapport à la même période l'année précédente.

Grâce au redressement de l'activité en 2008, la filiale COBRAL spécialisée dans les produits traiteurs et snacking enregistre un chiffre d'affaires stable au 1er semestre.

La stratégie de recentrage de son mix produit vers les produits à base de poulet menée depuis le dernier trimestre 2008 reste l'objectif prioritaire pour les mois à venir.

## **REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2009**

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital
FINANCIERE DUC	807 797	44,81
VERNEUIL PARTICIPATIONS	403 158	21,64
VERNEUIL ET ASSOCIES	157	0,01
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>	<i>1 211 112</i>	<i>65,02</i>
CECAB	313 333	16,82
Public	190 796	10,24
CAFO	40 000	2,15
Groupe BONGRAIN	60 000	3,22
Auto-détention	47 447	2,55
<b>TOTAL</b>	<b>1 862 688</b>	<b>100,00</b>

La répartition du capital de la Société n'a pas connu d'évolution notable depuis le 31 décembre 2008.

### **PARTIES LIEES**

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport au 31 décembre 2008. La convention de trésorerie conclue entre DUC et VERNEUIL PARTICIPATIONS telle que décrite dans le rapport financier annuel 2008 (déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 juin 2009) demeure inchangée.

### **PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE**

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport aux risques et incertitudes décrits dans le rapport de gestion du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 (« Risques de marché », page 15 du rapport financier annuel 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 juin 2009).

## COMPTES CONSOLIDES

### A - Etat du résultat global

<b>ETAT DU RESULTAT GLOBAL</b>				
Données en K€				
	<i>Notes</i>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	3.1,20	95 597	98 948	202 716
Autres produits de l'activité				
Achats consommés	21	(49 419)	(56 170)	(112 805)
Charges de personnel	25	(18 968)	(17 479)	(34 921)
Charges externes	22	(25 811)	(27 131)	(54 665)
Impôts et taxes		(1 374)	(2 142)	(4 085)
Dotations aux amortissements	23	(2 345)	(2 207)	(4 261)
Dotations et reprises de provisions	24	147	(371)	(432)
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	3.12	(354)	3 408	1 324
Autres produits et charges d'exploitation	26	265	436	568
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>(2 262)</b>	<b>(2 708)</b>	<b>(6 561)</b>
Autres produits et charges opérationnels	4.2		114	114
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	3.2	<b>(2 262)</b>	<b>(2 594)</b>	<b>(6 447)</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		132	31	65
Coût de l'endettement financier brut	27	571	598	1 248
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		<b>439</b>	<b>567</b>	<b>1 183</b>
Autres produits et charges financiers		30	87	(297)
Charge / Produit d'impôt	28	(143)	125	553
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		(186)	(104)	(142)
<b>RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION</b>		<b>(3 000)</b>	<b>(3 053)</b>	<b>(7 516)</b>
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>(3 000)</b>	<b>(3 053)</b>	<b>(7 516)</b>
Part du groupe		(3 000)	(3 053)	(7 516)
Intérêts minoritaires				
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	29	(1.65)	(1.73)	(4.23)
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	29	(1.65)	(1.73)	(4.23)
<b>Produits et charges non comptabilisés en résultat</b>				<b>20</b>
- Réévaluation des terrains				20
<b>RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>		<b>(3 000)</b>	<b>(3 053)</b>	<b>(7 496)</b>
Part du groupe		(3 000)	(3 053)	(7 496)
Intérêts minoritaires				



## B - Etat de la situation financière

<b>ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE</b>				
Données en K€				
<b>ACTIF</b>	<b>Notes</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
<b>ACTIFS NON-COURANTS</b>				
Goodwill				
Immobilisations incorporelles	3.5, 5	268	218	173
Immobilisations corporelles	3.6, 6	38 815	37 811	38 865
Immeubles de placement	3.7, 7	177	175	184
Participations entreprises associées		143		329
Titres disponibles à la vente				
Autres actifs non courants	8	2 379	2 747	2 850
Actifs d'impôts différés	3.22, 9			
Actifs non courants destinés à être cédés	3.11			
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>41 782</b>	<b>40 951</b>	<b>42 401</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>				
Actifs biologiques	3.12, 10	5 902	6 282	6 621
Stocks	3.13, 11	12 451	12 833	10 998
Clients et comptes rattachés	12	21 406	23 222	21 689
Autres actifs courants	12	4 572	6 051	8 510
Actif d'impôt exigible	12	1		254
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.15, 13	1 284	1 626	2 927
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>45 616</b>	<b>50 014</b>	<b>50 999</b>
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés			<b>2 893</b>	
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>87 398</b>	<b>93 858</b>	<b>93 400</b>
<b>PASSIF</b>				
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital émis	14.1	17 323	16 765	17 323
Autres réserves	14.2	(3 779)	3 029	3 738
Titres en auto-contrôle	3.16	(838)	(838)	(838)
Résultat de l'exercice		(3 000)	(3 053)	(7 516)
Capitaux propres part du groupe		9 706	15 903	12 707
Interêts minoritaires			575	
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>9 706</b>	<b>16 478</b>	<b>12 707</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>				
Provisions à long terme	15	2 675	2 237	2 558
Emprunts et dettes financières à long terme	16	6 728	6 578	6 493
Passif d'impôts non courants	3.22, 9	256	186	114
Autres passifs non courants	16	2 030	330	2 330
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>11 689</b>	<b>9 331</b>	<b>11 495</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>				
Provisions à court terme	15	219	244	201
Emprunts à court terme	16	20 520	23 293	21 405
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	16	2 216	1 280	1 976
Fournisseurs et autres créditeurs		25 950	24 655	30 617
Passif d'impôt courants		1 166	34	
Autres passifs courants	17	15 932	16 540	14 999
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>66 003</b>	<b>66 046</b>	<b>69 198</b>
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés			<b>2 003</b>	
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>87 398</b>	<b>93 858</b>	<b>93 400</b>

## C - Tableau des flux de trésorerie consolidés

### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES - IFRS

Données en K€

	Notes	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		-3 000	-3 053	-7 516
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :				
- Amortissements et provisions		2 477	2 006	4 359
- Variation des impôts différés	9, 28	142	-125	-304
- Plus-values de cession		175	-497	-5
- Badwill COBRAL et COBRAL LACHEZE			-115	
- Quote part dans les sociétés mises en équivalence (DIALZO)		186	104	142
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		<b>-20</b>	<b>-1 680</b>	<b>-3 324</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence				
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	18	1 172	-4 352	458
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>1 152</b>	<b>-6 032</b>	<b>-2 866</b>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5	-130	-120	-108
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	-1 110	-4 979	-8 894
Variation des autres immobilisations financières	8	450	-52	690
Remboursement de prêts		21	35	35
Cession d'immobilisations		71	1 516	1 739
Incidence des variations de périmètre			170	188
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-698</b>	<b>-3 430</b>	<b>-6 350</b>
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :				
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire			2	1 053
Variation de titres en auto-contrôle			93	93
Emissions d'emprunts		278	3 516	4 076
Remboursements d'emprunts		-1 190	-450	-1 118
Variation des comptes courants long terme		-300	-300	1 700
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>-1 212</b>	<b>2 861</b>	<b>5 804</b>
Incidence des variations de cours des devises				
<b>Variations de trésorerie</b>		<b>-758</b>	<b>-6 601</b>	<b>-3 412</b>
Trésorerie d'ouverture	13.2	-18 478	-15 066	-15 066
Trésorerie de clôture	13.2	-19 236	-21 667	-18 478

## D - Variation des capitaux propres consolidés

	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Produits et charges non comptabilisés en résultat	Titres en autocontrôle	Total Capitaux propres part du Groupe IFRS	Intérêts minoritaires IFRS	CAPITAUX PROPRES IFRS
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/07</b>	1 802 688	16 765	6 891	-6 365	2 510	-931	18 870	654	19 524
Résultat du 1er semestre				-3 053			-3 053		-3 053
Variation de périmètre								-654	-654
Autres				-7		93	86		86
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/08</b>	1 802 688	16 765	6 891	-9 425	2 510	-838	15 903		15 903
Augmentation de capital	60 000	558	495				1 053		1 053
Résultat du 2ème semestre				-4 463			-4 463		-4 463
Correction d'erreur				197			197		197
Réévaluation des terrains					20		20		20
Autres				-3			-3		-3
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/08</b>	1 862 688	17 323	7 386	-13 694	2 530	-838	12 707		12 707
Résultat du 1er semestre				-3 000			-3 000		-3 000
Autres				-1			-1		-1
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/09</b>	1 862 688	17 323	7 386	-16 695	2 530	-838	9 706		9 706

**E - NOTES ANNEXES**  
**AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES**  
**AU 30 JUIN 2009**

(en milliers d'euros sauf indication différente)

## **1. PRINCIPES COMPTABLES**

### **1.1. Informations générales**

La société DUC a été constituée le 25 août 1972 sous la forme à responsabilité limitée puis a été transformée le 30 décembre 1978 en société anonyme de droit français à conseil d'administration. La durée de la société a été fixée à 30 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et a été prorogée de 30 années par l'assemblée générale extraordinaire du 19 août 1996 et expirera le 7 octobre 2032 sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts. Le siège social est situé à Chailley (89770), Grande rue. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Joigny sous le numéro 722 621 166.

L'action DUC est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris - compartiment C depuis 1998.

La société DUC, mère du groupe, est non seulement une société holding, mais elle exerce également des activités économiques propres puisque DUC exploite deux couvoirs ainsi que deux unités d'abattage, découpe et conditionnement de volailles.

DUC maîtrise en effet l'ensemble des paramètres de sa production, depuis la fabrication de l'aliment destiné à ses volailles jusqu'au conditionnement et la commercialisation en passant par la reproduction, l'accoupage, l'élevage, l'abattage et la transformation.

Spécialiste de la volaille de qualité, DUC propose une gamme complète et variée de produits label rouge, certifiés et standards obéissant tous aux critères d'une filière réputée pour son exigence. DUC commercialise les espèces de volailles poulet et dinde, en entier et en découpe. Sa gamme est complétée avec des produits festifs (chapon et dinde entière) pour la période de Noël et « Les Estivales », produits pour le barbecue composés de brochettes et produits épicés, produits « service » avec Facil'Découpe (poulet prédécoupé) et Facil'Cuisson (poulet déjà assaisonné et pratique à cuire). DUC adapte également ses gammes pour répondre aux évolutions du marché et confirmer sa présence sur tous les créneaux de consommation avec le développement des produits standards « 100 % végétal » et halal (abattage selon le rite musulman).

### **1.2. Faits majeurs de la période**

Le premier semestre s'inscrit dans un contexte global de crise et une orientation des consommateurs vers les produits « bon marché ».

Pour notre filière, le mouvement de concentration entamé en 2008 avec l'acquisition de la branche volaille d'Unicopa par Terrena, s'est accentué avec le rachat du groupe Arrivé par LDC.

Pour DUC, l'évolution a été très différente en fonction des familles produits.

La branche Poulet a été la plus stable et les volumes commercialisés ( $\approx 16\,300$  tonnes) ont été très proches de ceux de la même période de 2008.

Grâce à la baisse des matières premières, à une bonne gestion du mix-produit et à la mise en service d'un atelier de séparation des petites viandes sur le site de Chailley, nous avons significativement conforté nos marges dans ce secteur.

Pour la dinde, il en est tout autrement car malgré la baisse des plannings (passage de 64 000 dindes abattues par semaine début 2008 à 48 000 en juin 2009), l'offre a été surabondante et les importations de Pologne, d'Allemagne et d'Italie ont fortement concurrencé nos productions.

Côté élevage, les prix du vif n'ont pas connu la même baisse que celle du poulet si bien que l'amélioration des marges a été beaucoup moins sensible. Grâce à la baisse des mises en place, à fin juin, notre besoin est totalement en adéquation avec les volumes produits par la CECAB.

Sur le plan commercial, nous avons pris la décision de réduire notre implication dans le secteur de la restauration collective où la guerre des prix fait rage et où les produits d'importation sont de plus en plus présents.

Cette décision a également un impact sur nos productions de produits panés surgelés qui vont diminuer au profit du frais.

Dans le domaine des produits traiteurs, après avoir considérablement assaini la situation de COBRAL, nous avons connu un premier semestre stable en terme d'activité mais très prometteur en terme de marge.

### **1.3. Perspectives d'avenir**

La concentration engagée au sein de la filière volaille en France va se poursuivre et DUC sera probablement au cœur de futures alliances.

Sur le plan commercial, après avoir consolidé notre position en certifié chez AUCHAN (retour à la marque Auchan), nous allons, à compter d'octobre, récupérer la majeure partie du marché ATAC en certifié ce qui représente un tonnage annuel d'environ 1500 tonnes.

En produits panés, grâce à nos très bons résultats depuis un an en cordons bleus pour la GMS, nous venons tout juste de décrocher un second gros marché pour 2010, ce qui fait de nous le référent sur ce produit.

Dans le domaine de l'industrie, afin d'optimiser nos performances, de réduire notre masse salariale et de mettre en place un service Achats en adéquation avec notre nouveau périmètre, nous avons entamé, avec l'aide du Cabinet Altéo Consulting, un programme d'amélioration continue. Les sites de Chailley et de Gouaix sont concernés depuis le mois de juin et nous pensons l'étendre à Riec et Saint-Bauzély dès l'automne prochain si les résultats sont concluants.

Nous avons également entamé une démarche de partenariat avec un gros opérateur sur le site de Plumelin en tant que prestataire de service pour des produits panés surgelés.

Enfin, au cours du second semestre, nous espérons tirer profit de la baisse des céréales pour consolider nos marges et améliorer nos résultats.

#### 1.4. Répartition du capital au 30/06/2009

Actionnaires	Nombre de titres			% du capital
	Au porteur	Au nominatif	Total	
Financière Duc		807 797	807 797	43.37%
Verneuil Participations (1)		403 158	403 158	21.64%
Verneuil et Associés		157	157	0.33%
<i>Sous total Groupe Verneuil</i>		<i>1 211 112</i>	<i>1 211 112</i>	<i>65.02%</i>
CECAB		313 333	313 333	16.82%
Public	189 582	1 214	190 796	10.24%
CAFO		40 000	40 000	2.15%
Groupe BONGRAIN		60 000	60 000	3.22%
Auto détention	47 447		47 447	2.55%
<b>TOTAL</b>	<b>237 029</b>	<b>1 625 659</b>	<b>1 862 688</b>	<b>100.00%</b>

Le Groupe DUC fait partie du périmètre de consolidation du Groupe VERNEUIL. François GONTIER, Président du conseil d'administration, et Frédéric DOULCET, administrateur de DUC, sont également dirigeants du Groupe VERNEUIL.

#### 1.5. Principes généraux

Les comptes consolidés condensés du groupe publiés au titre de l'exercice 2009 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2009 au 30/06/2009 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

##### *Impact des nouvelles normes comptables*

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009 :

- IAS 1 Révisé « Présentation des états financiers »
- IAS 23 Révisé « Coût d'emprunt »
- IFRS 8 « Secteurs opérationnels »
- IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » - Amendement sur les conditions d'acquisition et d'annulation
- IAS 32 « Instruments financiers » - Amendement remboursement au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation

##### *Comptes consolidés au 30/06/08*

Afin de permettre une meilleure comparabilité entre les exercices, Les comptes consolidés présentés au 30/06/08 sont des comptes pro forma dans lesquels la société DIALZO est mise en équivalence sur le semestre (la société avait été intégrée globalement dans les comptes publiés).

## **1.6. Présentation des états financiers consolidés**

Les comptes consolidés comprennent ceux de DUC ainsi que ceux de ses sociétés affiliées. Cet ensemble forme le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 4.3 Périmètre de consolidation.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception :

- des investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente qui sont enregistrés à leur juste valeur ;
- des actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture et qui sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert ;
- des terrains évalués à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants à l'exception des actifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes à l'exception des passifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

## **2. MODALITES DE CONSOLIDATION**

### **2.1. Estimations de la Direction**

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

## **2.2. Règles de consolidation**

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un autre Groupe sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure à 20%, sont consolidées par mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

## **2.3. Principe d'arrêté des comptes**

Toutes les sociétés du Groupe ont un exercice annuel qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et se clôt le 31 décembre. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes intermédiaires, établis au 30 juin 2009.

## **2.4. Elimination des opérations et comptes réciproques**

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupe font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises, sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

## **2.5. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères**

La filiale Bulgare étant une filiale autonome, la conversion de la monnaie de fonctionnement dans laquelle sont établis ses comptes à l'euro est réalisée selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Ecart de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

## **2.6. Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le



Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par les IFRS. La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwill.

Lorsque le Groupe prend le contrôle d'une entreprise en une seule opération, la part des actifs et des passifs revenant aux minoritaires est également comptabilisée à sa juste valeur.

Lorsque le Groupe acquiert ultérieurement des actifs et des passifs auprès des minoritaires d'une entité contrôlée, aucun ajustement complémentaire lié à la réévaluation à la juste valeur de ceux-ci n'est comptabilisé. L'écart entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actifs et passifs est comptabilisé en goodwill.

Quand la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, le Groupe comptabilise le regroupement en utilisant ces valeurs provisoires. Les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale se font dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

### **3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION**

#### **3.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires se compose de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intragroupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires.

#### **3.2. Résultat opérationnel**

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les autres produits et charges opérationnelles sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

#### **3.3. Produits et charges financiers**

Les produits et charges financiers comprennent :

- les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des autres passifs financiers (y compris dette sur contrat de location financement) et de la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- les autres frais payés aux banques sur les opérations financières ;
- les dividendes reçus des participations non consolidées ;
- le résultat de change sur opérations financières.

### 3.4. Résultats par action

Les résultats par action sont calculés conformément à la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Comme il n'existe pas d'instrument donnant droit à un accès différé au capital de DUC, le résultat net dilué par action est identique au résultat de base par action.

### 3.5. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments amortissables, tels que les logiciels, et des droits au bail.

Les principales durées d'utilité retenues sont :

Concessions, brevets, licences	2 à 8 ans linéaire
Droit au bail	1 à 10 ans linéaire
Autres immobilisations incorporelles	1 à 10 ans linéaire

#### *Cas particulier des frais de recherche et développement*

Le Groupe a pour ambition d'améliorer ses processus de fabrication, de maintenir la qualité de ses produits et de répondre aux besoins présents et futurs de sa clientèle. Pour atteindre ces objectifs, il instaure périodiquement des programmes de recherche et développement. Dans le cadre des activités du Groupe, les coûts engagés sont généralement considérés comme des coûts de recherche comptabilisés en charges conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles.

### 3.6. Immobilisations corporelles

#### 3.6.1. Généralités

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan de la manière suivante :

- Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.
- Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions liées à des actifs sont présentées au bilan en produits différés qui sont comptabilisés en produits sur une base systématique et rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif.

Les actifs sont ventilés par composants, chacun ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs. Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation sont comptabilisés sur une base prospective. Généralement, les valeurs résiduelles sont nulles.

### **3.6.2. Amortissements des immobilisations corporelles**

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- |                                      |   |
|--------------------------------------|---|
| - Constructions                      | 5 à 67 ans linéaire                       |
| - Installations et agencements       | 3 à 50 ans linéaire                       |
| - Matériel et outillage              | 3 à 50 ans linéaire, 4 à 15 ans dégressif |
| - Matériel de transport              | 2 à 4 ans linéaire                        |
| - Autres immobilisations corporelles | 3 à 20 ans linéaire                       |

### **3.6.3. Dépenses ultérieures**

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et l'actif remplacé est éliminé.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

## **3.7. Immeubles de placement**

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou bâtiment - ou partie d'un bâtiment - ou les deux) détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital apporté ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Le Groupe a choisi de comptabiliser ultérieurement à leur acquisition les immeubles de placement selon la méthode du coût amorti, soit à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, conformément au modèle décrit dans la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, paragraphe 30.

Les principales durées d'utilité retenues sont 20 ans et 35 ans.

Les immeubles de placement sont amortis linéairement.

## **3.8. Contrats de location**

Conformément à la norme IAS 17 - Contrats de location, les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'évaluation des contrats de location sont fondés sur :

- le rapport entre la durée d'utilité des actifs loués et leur durée de vie ;
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé ;
- l'existence d'un transfert de propriété ;
- l'existence d'une option d'achat favorable ;
- le caractère spécifique de l'actif.

### **3.8.1. Comptabilisation des contrats de location-financement**

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs utilisés dans le cadre de contrats location-financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles avec pour contrepartie une dette financière. L'actif est comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué à la date de commencement du contrat ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux.

### **3.8.2. Comptabilisation des contrats de location simple**

Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

## **3.9. Autres actifs financiers**

Lorsqu'ils existent, les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les prêts long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

## **3.10. Décomptabilisation des actifs financiers**

Les actifs financiers tels que définis par la norme IAS 32 sont sortis du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs et qu'il transfère substantiellement tous les risques et avantages liés aux actifs.

## **3.11. Actifs destinés à être cédés**

Un actif immobilisé, ou un groupe d'actifs et de passifs, sont classés comme destinés à être cédés quand leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue, la vente devant être hautement probable.

Une activité est considérée comme abandonnée selon les critères identiques à ceux utilisés pour déterminer les actifs destinés à être cédés.

Ces actifs ou cette activité sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

### **3.12. Actifs biologiques**

Un actif biologique est un animal ou une plante vivant.

Sont des actifs biologiques :

- Les futurs reproducteurs
- Les reproducteurs (poules pondeuses et mâles reproducteurs)
- Les œufs à couver
- Les volailles de chair

Les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les futurs reproducteurs sont valorisés au prix de revient car il n'existe aucune valeur de marché. La production des futurs reproducteurs n'est prévue que sur contrat.
- Les poules pondeuses sont valorisées au coût de revient duquel est retranché le prix de revient de chaque œuf à couver produit par la poule, au prorata du temps, jusqu'à un seuil correspondant au prix du marché de la poule de réforme ; Les mâles reproducteurs ne sont pas valorisés.
- Les œufs à couver sont évalués ainsi :
  - o les œufs en attente d'incubation sont valorisés au prix de œufs acquis à l'extérieur ;
  - o les œufs en incubation sont valorisés au prix des poussins acquis à l'extérieur auquel on applique le taux d'éclosion du mois en cours.
- Les volailles de chair sont évaluées ainsi :
  - o Volaille « 100% végétal » : valorisation au prix du marché ;
  - o Volaille certifiée : valorisation au prix de revient car il n'existe pas de marché pour la volaille certifiée.

De plus, nous procédons à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

### **3.13. Stocks**

Les stocks de matières consommables, pièces détachées et emballages sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Les stocks de produits finis sont évalués au prix du marché, après déduction des coûts de commercialisation.

### **3.14. Créances d'exploitation**

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

### **3.15. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les SICAV sont évaluées au cours du jour correspondant à la date de clôture de l'exercice.

### **3.16. Actions d'autocontrôle**

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

### **3.17. Pertes de valeur des actifs**

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Au 30/06/2009, un test de dépréciation sur les immobilisations a été effectué sur les comptes du groupe DUC sur la base d'un business plan sur 3 ans. Concernant l'actualisation des flux de trésorerie, nous avons retenu une période de projection de 10 ans, celle-ci apparaissant en effet comme étant la durée plus proche de la durée d'utilité restant à courir des actifs évalués. Le marché dans lequel évolue le groupe DUC étant relativement risqué. Nous avons retenu un taux d'actualisation avant impôt de 6.70%.

Sur une hypothèse de 10 ans, la valeur d'utilité est de 49 947 K€. Comme la valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles du groupe DUC au 30/06/2009 est de 39 083 K€, il n'y a pas lieu à dépréciation.

#### **3.17.1. Détermination de la valeur recouvrable**

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient. La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

### **3.17.2. Reprise d'une perte de valeur**

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

## **3.18. Passifs financiers et instruments dérivés**

### **3.18.1. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers**

Les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts courus sur emprunt sont présentés sur la ligne « Partie courante des emprunts à long terme » du bilan.

### **3.18.2. Instruments hybrides et instruments dérivés**

Il n'existe pas d'instruments dérivés dans le Groupe, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun instrument financier ou autre contrat présentant les trois caractéristiques décrites au paragraphe 9 de la norme IAS 39 - Instruments financiers, comptabilisation et évaluation.

## **3.19. Gestion des risques**

Il est procédé à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous essayons d'appréhender les risques pour la durée de la campagne, à l'exception du soja pour lequel des opportunités peuvent apparaître sur des périodes plus longues, soit 18 mois.

Le taux de couverture pour l'achat de nos principales matières premières au 30/06/2009 est de 41,37 % de nos besoins estimés jusqu'à la fin de l'exercice.

Le tonnage total prévu pour ces matières premières au second semestre 2009 est de 51 800 tonnes.

## **3.20. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages à long terme**

### **3.20.1. Régimes de retraite : régimes à cotisations définies**

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées de la manière suivante : les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par une méthode actuarielle et il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié. En ce qui concerne les modalités de départ à la retraite, l'hypothèse retenue est un départ à l'initiative du salarié lorsqu'il a suffisamment cotisé pour avoir une retraite à taux plein. Les âges de départ à la retraite sont

de 64 ans pour les cadres, 63 ans pour les non cadres, 61 ans pour les employés et 60 ans pour les ouvriers.

Le taux d'actualisation retenu est de 5,20%.

Le taux de revalorisation des salaires retenu est de 2,7% pour toutes les sociétés à l'exception de COBRAL (3,2% pour les cadres).

### **3.20.2. Indemnités de cessation de services**

Les indemnités dues aux mandataires sociaux pour atteinte de la limite d'âge fixée par les statuts ont été provisionnées en prenant en compte les probabilités de présence dans l'entreprise à la date hypothétique du versement. Ces engagements correspondent au versement d'une indemnité en numéraire basée sur la rémunération des mandataires et font l'objet d'une actualisation.

### **3.20.3. Autres avantages à long terme**

Les médailles du travail sont provisionnées de la manière suivante : les gratifications versées par le groupe sont calculées salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue du versement de la gratification et au prorata des années de travail. Ces engagements font l'objet d'une actualisation.

## **3.21. Provisions**

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

## **3.22. Impôts**

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 - Impôts différés, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.



#### 4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2009

##### 4.1. Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts

Il n'y a aucune évolution du périmètre sur la période.

##### 4.2. Périmètre de consolidation au 30 juin 2009.

RAISON SOCIALE	SIREN	% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation	Résultat net après impôt 30/06/09
DUC, 89 Chailley	722 621 166			Mère	-3 152
<b>Sociétés consolidées</b>					
CHAROLLES ACCOUVAGE, 89 Chailley	382 094 092	100.00	100.00	IG	33
COBRAL LA CHEZE, 22 La Chèze	393 732 045	98.00	98.00	IG	-4
COBRAL, 56 Lorient	393 757 067	100.00	100.00	IG	646
DIALZO, 24 Vergt	334 719 028	38.77	38.77	ME	-479
DRB, Bulgarie		40.00	40.00	IP	38
DROME ACCOUVAGE, 89 Chailley	343 580 981	100.00	100.00	IG	44
DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL, 89 Chailley	433 278 892	69.96	69.96	IG	-2
NUTRI-BOURGOGNE, 89 Chailley	401 735 352	100.00	100.00	IG	34
ROTISSERIE DUC DIJON, 89 Chailley	448 423 053	100.00	100.00	IG	-3
SCEA DE VARENNES, 89 Chailley	384 018 644	99.90	99.90	IG	40
SCI DE LA TIRANDIERE, 89 Chailley	390 363 463	100.00	100.00	IG	
SCI DE VARENNES, 89 Chailley	385 025 440	100.00	100.00	IG	
SOVIGARD, 89 Chailley	339 457 178	100.00	100.00	IG	-14

IG : intégration globale, IP : intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence

## 5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Cessions</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>30/06/2009</b>
Marques	23				23
Logiciels	438	131		10	579
Droit au bail	73				73
Autres immos incorporelles	10			-10	
<b>TOTAUX</b>	<b>544</b>	<b>131</b>			<b>675</b>

<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>30/06/2009</b>
Logiciels	328	34		5	367
Droit au bail	38	2			40
Autres immos incorporelles	5			-5	
<b>TOTAUX</b>	<b>371</b>	<b>36</b>			<b>407</b>

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>30/06/2009</b>
Marques	23	23
Logiciels	110	212
Droit au bail	35	33
Autres immos incorporelles	5	
<b>TOTAUX</b>	<b>173</b>	<b>268</b>

Il n'y a pas actuellement de programmes de recherche et développement figurant dans les immobilisations incorporelles.

## 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2008	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30/06/2009
Terrains	3 237			2	3 239
Terrains en crédit-bail	380				380
Constructions	27 819	255	-559	1 835	29 350
Constructions en crédit-bail	5 176				5 176
Matériel et outillage	20 682	484	-625	24	20 565
Matériel et outillage en crédit-bail	4 022	1 386	-14		5 394
Autres immobilisations corporelles	828	14	-23		819
Autres immos corporelles en crédit-bail	415				415
Immobilisations en cours	1 927	358		-1 836	449
<b>TOTAUX</b>	<b>64 486</b>	<b>2 497</b>	<b>-1 221</b>	<b>25</b>	<b>65 787</b>

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2008	Dotations	Reprises	Autres mouvements	30/06/2009
Terrains	1	12			13
Terrains en crédit-bail					
Constructions	12 863	533	-460		12 936
Constructions en crédit-bail	379	146			525
Matériel et outillage	9 486	1 312	-493	21	10 326
Matériel et outillage en crédit-bail	2 112	222			2 334
Autres immobilisations corporelles	391	72	-23	4	444
Autres immos corporelles en crédit-bail	389	5			394
<b>TOTAUX</b>	<b>25 621</b>	<b>2 302</b>	<b>-976</b>	<b>25</b>	<b>26 972</b>

VALEURS NETTES	31/12/2008	30/06/2009
Terrains	3 236	3 226
Terrains en crédit-bail	380	380
Constructions	14 956	16 414
Constructions en crédit-bail	4 797	4 651
Matériel et outillage	11 196	10 239
Matériel et outillage en crédit-bail	1 910	3 060
Autres immobilisations corporelles	437	375
Autres immos corporelles en crédit-bail	26	21
Immobilisations en cours	1 927	449
<b>TOTAUX</b>	<b>38 865</b>	<b>38 815</b>

## 7. IMMEUBLES DE PLACEMENT

VALEURS BRUTES	31/12/2008	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30/06/2009
Constructions	57				57
Constructions en crédit-bail	200				200
<b>TOTAUX</b>	<b>257</b>				<b>257</b>

AMORTISSEMENTS	31/12/2008	Dotations	Reprises	Autres mouvements	30/06/2009
Constructions	57				57
Constructions en crédit-bail	16	7			23
<b>TOTAUX</b>	<b>73</b>	<b>7</b>			<b>80</b>

VALEURS NETTES	31/12/2008			30/06/2009
Constructions				
Constructions en crédit-bail	184			177
<b>TOTAUX</b>	<b>184</b>			<b>177</b>

## 8. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

VALEURS BRUTES	31/12/2008	Acquisitions	Cessions	30/06/2009
Prêts et autres immos fin.	2 861	2	-473	2 390
<b>TOTAUX</b>	<b>2 861</b>	<b>2</b>	<b>-473</b>	<b>2 390</b>

PROVISIONS	31/12/2008	Dotations	Reprises	30/06/2009
Prêts et autres immos fin.	11			11
<b>TOTAUX</b>	<b>11</b>			<b>11</b>

VALEURS NETTES	31/12/2008			30/06/2009
Prêts et autres immos fin.	2 850			2 379
<b>TOTAUX</b>	<b>2 850</b>			<b>2 379</b>

Au poste prêts et autres immobilisations financières figure le fonds de garantie de l'affacturage qui représente 10% de l'encours clients cédé chez DUC et 8% chez COBRAL.

## 9. IMPOTS DIFFERES

LIBELLE DES BASES	30/06/2009		31/12/2008		VARIATION
	BASES D'IDA	IDA	BASES D'IDA	IDA	
Reclassement des subventions en produits constatés d'avance	979	326	1 019	340	-13
Provision pour indemnités de retraite	2 309	770	2 192	731	39
Organic	178	59	392	131	-71
Provision pour autres avantages long terme	170	57	170	57	
Effort construction	54	18	118	39	-21
Déficits fiscaux	5 806	1 935	5 980	1 993	-58
Provisions non déductibles	60	20	218	73	-53
Autres bases d'actifs d'impôts	101	34	105	35	-1
<b>TOTAUX</b>	<b>9 657</b>	<b>3 219</b>	<b>10 194</b>	<b>3 398</b>	<b>-179</b>

  

LIBELLE DES BASES	30/06/2009		31/12/2008		VARIATION
	BASES D'IDP	IDP	BASES D'IDP	IDP	
Provisions réglementées	2 292	764	2 335	778	-14
Réévaluation des immobilisations	4 841	1 614	5 181	1 727	-113
Crédit-bail	2 284	761	1 998	666	95
Provision / titres d'autocontrôle	686	229	704	235	-6
Provisions sur C/C groupe	323	108	317	106	2
<b>TOTAUX</b>	<b>10 426</b>	<b>3 475</b>	<b>10 535</b>	<b>3 512</b>	<b>-36</b>

  

<b>IMPOT DIFFERE NET</b>	<b>-769</b>	<b>-256</b>	<b>-341</b>	<b>-114</b>	<b>-143</b>
<b>ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES</b>		<b>-256</b>		<b>-114</b>	
<b>PASSIFS D'IMPOTS NON COURANTS</b>					

Les impôts différés sont présentés en nets cumulés par entité fiscale.

Des impôts différés actif sont activés sur une partie des déficits fiscaux du groupe fiscal DUC. Le montant activé correspond aux impôts différés passifs nets du groupe fiscal soit 1 072 K€ au 30/06/09 (969 K€ au 31/12/08). Le stock restant d'impôts différés potentiellement activables est de 7 458 K€.

## 10. ACTIFS BIOLOGIQUES

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Futurs reproducteurs	266	296	433
Reproducteurs	709	775	852
Œufs à couvrir	673	510	470
Volailles de chair	4 160	4 661	4 780
Autres	94	40	86
<b>TOTAUX</b>	<b>5 902</b>	<b>6 282</b>	<b>6 621</b>

<b>PROVISIONS</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Futurs reproducteurs			
Reproducteurs			
Œufs à couvrir			
Volailles de chair			
Autres			
<b>TOTAUX</b>			

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Futurs reproducteurs	266	296	433
Reproducteurs	709	775	852
Œufs à couvrir	673	510	470
Volailles de chair	4 160	4 661	4 780
Autres	94	40	86
<b>TOTAUX</b>	<b>5 902</b>	<b>6 282</b>	<b>6 621</b>

## 11. STOCKS

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Matières premières et approvisionnements	5 137	4 221	4 334
Produits finis	7 841	9 802	7 458
<b>TOTAUX</b>	<b>12 978</b>	<b>14 023</b>	<b>11 792</b>

<b>PROVISIONS</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Matières premières et approvisionnements		133	113
Produits finis	527	1 057	681
<b>TOTAUX</b>	<b>527</b>	<b>1 190</b>	<b>794</b>

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Matières premières et approvisionnements	5 137	4 088	4 221
Produits finis	7 314	8 745	6 777
<b>TOTAUX</b>	<b>12 451</b>	<b>12 833</b>	<b>10 998</b>

## 12. CREANCES

### 12.1. Détail des créances

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Clients	21 406	23 140	21 688
Clients douteux	593	579	685
Créances fiscales et sociales	2 059	2 717	3 529
Avances et acomptes versés sur commandes	90	182	775
Charges constatées d'avance	611	509	535
Autres créances d'exploitation	22 928	23 775	24 807
Actif d'impôt exigible	1		254
<b>TOTAUX</b>	<b>47 688</b>	<b>50 902</b>	<b>52 273</b>

<b>PROVISIONS</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Provision sur clients douteux	593	497	685
Provisions sur autres créances d'exploitation	21 116	21 132	21 135
<b>TOTAUX</b>	<b>21 709</b>	<b>21 629</b>	<b>21 820</b>

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>30/06/2009</b>	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2008</b>
Clients	21 406	23 140	21 688
Clients douteux		82	
<i>Sous-total Clients et comptes rattachés</i>	<i>21 406</i>	<i>23 222</i>	<i>21 688</i>
Créances fiscales et sociales	2 059	2 717	3 529
Avances et acomptes versés sur commandes	90	182	775
Charges constatées d'avance	611	509	535
Autres créances d'exploitation	1 812	2 643	3 672
<i>Sous-total Autres actifs courants</i>	<i>4 572</i>	<i>6 051</i>	<i>8 511</i>
Actif d'impôt exigible	1		254
<b>TOTAUX</b>	<b>25 979</b>	<b>29 273</b>	<b>30 453</b>

Les autres créances d'exploitation intègrent 21 115 K€ de compte courant envers BSA Bourgoin et BSAD totalement provisionnés.

### 12.2. Echancier des créances

Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an, à l'exception des créances fiscales et sociales sur lesquelles DUC a bénéficié d'un moratoire de 36 mois à partir de juillet 2009.

## 13. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

### 13.1. Décomposition de la trésorerie brute

VALEURS BRUTES	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Comptes à terme et SICAV	1 036	1 200	1 705
Disponibilités	248	463	1 222
<b>TOTAUX</b>	<b>1 284</b>	<b>1 663</b>	<b>2 927</b>

PROVISIONS	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Comptes à terme et SICAV		37	
<b>TOTAUX</b>		<b>37</b>	

VALEURS NETTES	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Comptes à terme et SICAV	1 036	1 163	1 705
Disponibilités	248	463	1 222
<b>TOTAUX</b>	<b>1 284</b>	<b>1 626</b>	<b>2 927</b>

Les SICAV de trésorerie sont des placements sans risque.

### 13.2. Décomposition de la trésorerie nette / Rapprochement de la trésorerie nette avec la trésorerie du tableau des flux de trésorerie

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Trésorerie brute	1 284	1 626	2 927
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	-20 520	-23 293	-21 405
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-19 236</b>	<b>-21 667</b>	<b>-18 478</b>

## 14. CAPITAUX PROPRES

### 14.1. Capital social

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Nombre de titres	1 862 688	1 802 688	1 862 688
Valeur nominale (en euros)	9.30	9.30	9.30
<b>CAPITAL SOCIAL</b>	<b>17 322 998</b>	<b>16 764 998</b>	<b>17 322 998</b>
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	47 447	47 447	47 447
<b>Nombre d'actions en circulation</b>	<b>1 815 241</b>	<b>1 755 241</b>	<b>1 815 241</b>

Aucune distribution de dividende relative à l'exercice 2008 n'est prévue en 2009.  
Il n'y a eu aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.



## 14.2. Autres réserves

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Prime d'émission	7 385	6 891	7 385
Report à nouveau	-18 052	-10 337	-10 337
Ecart de réévaluation société mère	544	524	544
Réserves consolidées	6 344	5 951	6 146
<b>Autres réserves</b>	<b>-3 779</b>	<b>3 029</b>	<b>3 738</b>

## 15. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	PROVISIONS LONG TERME				TOTAL	PROVISIONS COURT TERME		
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour médailles du travail	Provisions pour autres avantages long terme	Provisions pour restructuration		Provisions diverses	Provisions pour autres litiges	TOTAL
<b>Valeur au 31/12/2008</b>	2 192	343	23		2 558		201	201
Augmentation des provisions	135				135	51	83	134
Montants repris utilisés							-87	-87
Montants repris non utilisés	-18				-18		-29	-29
<b>Valeur au 30/06/09</b>	<b>2 309</b>	<b>343</b>	<b>23</b>		<b>2 675</b>	<b>51</b>	<b>168</b>	<b>219</b>

## 16. PASSIFS FINANCIERS

### 16.1. Endettement net

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Emprunts et dettes financières à long terme	6 728	6 578	6 493
Partie courante des dettes financières à long terme	2 216	1 280	1 976
Autres passifs non courants	2 030	330	2 330
Dettes financières à court terme	20 520	23 293	21 405
<b>Dettes financières</b>	<b>31 494</b>	<b>31 481</b>	<b>32 204</b>

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Dettes financières	31 494	31 481	32 204
Trésorerie active	1 284	1 626	2 927
<b>Endettement net</b>	<b>30 210</b>	<b>29 855</b>	<b>29 277</b>

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Trésorerie brute	1 284	1 626	2 927
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	-20 520	-23 293	-21 405
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-19 236</b>	<b>-21 667</b>	<b>-18 478</b>

\* Les autres passifs non courants comprennent le compte courant bloqué CECAB à hauteur de 2 000 K€.

Taux d'emprunt à long terme (fixe) : Euribor 3 mois

Taux d'emprunt à court terme (fixe) : Euribor 3 mois + 0.8%

## 16.2. Echéance des passifs financiers

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des ets de crédit à plus d'un an à l'origine	3 965	850	3 089	26
Dettes financières de crédit-bail à un an maximum à l'origine	20 520	20 520		
Autres dettes financières	4 874	1 317	3 368	189
Autres passifs non courants	105	50	44	11
	2 030	300	1 730	
	<b>30/06/2009</b>	<b>31 494</b>	<b>23 037</b>	<b>8 231</b>
	<b>30/06/2008</b>	<b>31 481</b>	<b>24 574</b>	<b>5 463</b>
	<b>31/12/2008</b>	<b>32 204</b>	<b>23 381</b>	<b>8 099</b>
				<b>226</b>
				<b>1 444</b>
				<b>724</b>

\* Les autres passifs non courants comprennent le compte courant bloqué CECAB à hauteur de 2 000 K€.

Dans les emprunts auprès des établissements de crédit est inclus l'affacturage pour un montant de 18 390 K€ au 30/06/09.

A l'actif du bilan, l'affacturage reste inscrit en comptes clients car la gestion du poste clients est conservée par la société DUC.

La mise en place de l'affacturage constitue un moyen de financement des moyens de trésorerie, le poste client DUC est cédé à hauteur de 95%.

Chez COBRAL, le factor est en full service, c'est-à-dire qu'ils ont la gestion du portefeuille clients à 100%.

Les charges financières s'élèvent, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009 à 258 K€ et les commissions d'affacturage sur la même période sont de 104 K€.

## 17. AUTRES PASSIFS COURANTS

### 17.1. Détail des autres passifs courants

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Dettes fiscales et sociales	12 968	11 736	12 311
Produits différés	1 537	1 621	1 628
Autres dettes courantes	1 427	3 183	1 060
<b>TOTAUX</b>	<b>15 932</b>	<b>16 540</b>	<b>14 999</b>

Les autres passifs courants ont une échéance à moins d'un an à l'exception :

- d'un montant de 1 441 K€ de moratoire sur 36 mois qui figure en dettes fiscales et sociales ;
- d'un montant de 1 384 K€ qui figure en produits différés.

## 17.2. Echancier des autres passifs courants

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes fiscales et sociales	12 968	11 527	1 441	
Produits différés	1 537	153	550	834
Autres dettes courantes	1 427	1 427		
<b>30/06/2009</b>	<b>15 932</b>	<b>13 107</b>	<b>1 991</b>	<b>834</b>
30/06/2008	16 540	14 895	801	844
31/12/2008	14 999	13 543	597	859

## 18. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VALEURS NETTES	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Variations des actifs biologiques	-719	344	683
Variation des stocks	1 453	3 214	1 379
Variation des clients	-283	2 468	936
Variation de l'actif d'impôt exigible	-252		253
Variation des autres actifs courants	-3 939	501	2 960
Variation des fournisseurs	4 667	-866	-6 784
Variation des passifs d'impôt courants	-1 166	-9	25
Variation des autres passifs courants	-933	-1 300	242
<b>VARIATION apparente DU BFR</b>	<b>-1 172</b>	<b>4 352</b>	<b>-306</b>
<b>Variation de BFR liée aux variations de périmètre</b>			<b>-21</b>
<b>VARIATION réelle DU BFR</b>	<b>-1 172</b>	<b>4 352</b>	<b>-458</b>

## 19. INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Spécialiste de la volaille de qualité, DUC propose une gamme complète et variée de volailles (poulets et dindes) label rouge, certifiées et standards. Il est clairement établi que les lignes de produits vendus ne présentent pas des taux de rentabilité, des possibilités de croissance, des perspectives d'avenir et des risques différents.

De plus, la nature des procédés utilisés, les catégories de clients (libre service, rôtissoires et grossistes) auxquels sont destinés les produits, et les méthodes de distribution utilisées sont identiques quel que soit le type de volailles.

Il n'existe donc qu'un secteur d'activité au sein du Groupe : la volaille.

Par ailleurs, toutes les activités du Groupe sont implantées en France et les marchés sont principalement localisés en France (plus de 90%). En conséquence, le secteur géographique est unique et se limite au territoire national.

## 20. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

ZONES GEOGRAPHIQUES	France	Export	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Ventes de marchandises	7		7	94	135
Production vendue de biens	88 890	7 553	96 443	99 507	204 520
Prestations de services	1 280		1 280	1 667	3 114
Frais de publicité	-2 133		-2 133	-2 320	-5 053
<b>TOTAUX</b>	<b>88 044</b>	<b>7 553</b>	<b>95 597</b>	<b>98 948</b>	<b>202 716</b>

## 21. ACHATS CONSOMMES

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Achats de mat. prem. et autres approv.	46 872	53 721	108 148
Achats non stockés de matières et fourn.	2 376	2 123	4 173
Achats de marchandises	171	326	484
<b>TOTAUX</b>	<b>49 419</b>	<b>56 170</b>	<b>112 805</b>

## 22. CHARGES EXTERNES

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Sous traitance	1 079	1 356	2 572
Locations	654	923	1 988
Entretiens et réparations	2 269	2 541	4 838
Primes d'assurance	438	374	774
Personnel extérieur	4 040	3 976	8 139
Transports de biens	6 734	6 997	14 022
Déplacements, missions et réceptions	147	216	333
Autres services extérieurs	10 450	10 748	21 999
<b>TOTAUX</b>	<b>25 811</b>	<b>27 131</b>	<b>54 665</b>

Au 30/06/2009, les autres services extérieurs comprennent notamment les rémunérations des éleveurs pour 6 444 K€ et le façonnage confié à des prestataires pour 2 268 K€.

## 23. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Sur immobilisations incorporelles	36	21	54
Sur immobilisations corporelles	2 302	2 173	4 194
Sur immeubles de placement	7	13	13
Dotations aux amortissements concernant un actif destiné à être cédé			
<b>TOTAUX</b>	<b>2 345</b>	<b>2 207</b>	<b>4 261</b>

## 24. DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Variation des provisions / actif circulant	369	-526	
Variation des provisions pour médailles du travail		-38	-169
Variation des provisions court terme	-105	-110	398
Variation des provisions pour IFC	-117	-181	-368
Reprise de la provision pour restructuration		51	
Autres dotations et reprises de provisions		433	-293
<b>TOTAUX</b>	<b>147</b>	<b>-371</b>	<b>-432</b>

## 25. PERSONNEL

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Salaires et traitements	13 669	12 653	25 828
Charges sociales	5 299	4 826	9 093
<b>TOTAUX</b>	<b>18 968</b>	<b>17 479</b>	<b>34 921</b>

## 26. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Plus ou moins values de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-175	189	-117
Reprise en résultat des subventions liées à des actifs	265	79	144
Autres produits et charges d'exploitation	175	168	541
<b>TOTAUX</b>	<b>265</b>	<b>436</b>	<b>568</b>

## 27. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Intérêts bancaires	493	508	1 048
Intérêts liés aux dettes de crédit-bail	78	90	200
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>571</b>	<b>598</b>	<b>1 248</b>

## 28. IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôts de la période s'analyse comme suit :

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Impôts courants	-1		248
Impôts différés	-142	125	305
<b>TOTAUX</b>	<b>-143</b>	<b>125</b>	<b>553</b>

## 29. RESULTATS PAR ACTION

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
<i>Numérateur (en milliers d'euros)</i>			
Résultat net part du Groupe	-3 000	-3 053	-7 516
<i>Dénominateur (en milliers d'actions)</i>			
Nombre moyen d'actions de base	1 815	1 767	1 775
Nombre d'actions potentielles dilutives			
Nombre moyen d'actions dilué			
<b>RESULTAT PAR ACTION (en euros)</b>	<b>-1.65</b>	<b>-1.73</b>	<b>-4.23</b>
<b>RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)</b>	<b>-1.65</b>	<b>-1.73</b>	<b>-4.23</b>

Au 30/06/2009, le capital est composé de 1 862 688 actions de 9.30 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Le nombre d'actions en circulation correspond à l'écart entre le nombre d'actions composant le capital, soit 1 862 688 actions et le nombre d'actions en autocontrôle, soit 47 447 actions. Il s'élève donc au 30/06/2009 à 1 815 241 actions.

## 30. ENGAGEMENTS

### 30.1. Engagements financiers donnés

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Intérêts sur emprunts non échus	534	564	640
<b>TOTAUX</b>	<b>534</b>	<b>564</b>	<b>640</b>

### 30.2. Engagements financiers versés

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Dépôts de garantie / emprunts	11	11	11
<b>TOTAUX</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>11</b>

### 30.3. Autres engagements

La société DUC s'est portée caution solidaire de la société COBRAL pour la somme de 400 K€ auprès du CREDIT AGRICOLE pour une ligne de crédit inférieure ou égale à 800 K€ jusqu'au 30 mars 2009. Il a été mis en place une ligne de gage AUXIGA sur le stock de COBRAL pour cette même ligne.

La société DUC s'est portée caution de la société COBRAL pour les fournisseurs suivants : SAS START PEOPLE pour 25 K€, VG GOOSSENS pour 35 K€ et pour CAMPINA pour 150 K€.

La société DUC s'est portée caution pour sa filiale en Bulgarie DRB auprès du fournisseur PROMIVI à hauteur de 340 K€.

La société DUC s'est portée caution pour COBRAL auprès de la trésorerie Générale du Morbihan à hauteur de 742 K€.

## 31. PARTIES LIEES

Les comptes consolidés incluent les opérations effectuées par le groupe avec les sociétés qui détiennent son capital, le groupe ne détenant pas de participations qui ne seraient pas consolidées ou mises en équivalence.

Les échanges avec les sociétés membres du Groupe VERNEUIL, détenteur du capital de DUC, sont des flux financiers et des refacturations de prestation du service juridique.

La convention de trésorerie entre DUC et VERNEUIL PARTICIPATIONS signée en avril 2005 est renouvelée tous les ans par tacite reconduction. Le taux de rémunération est Euribor + 0.5 avec un plafond de 3 000 K€.

Une convention de compte courant bloqué a été signée avec la CECAB le 22 avril 2008 pour une somme de 2 millions d'euros bloqués pendant une période de 7 ans minimum. Ce compte courant est non rémunéré pendant cette période.

## 32. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Il n'y a aucun actif et passif éventuels sur l'exercice.

## 33. JETONS DE PRESENCE

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres non salariés du conseil d'administration de DUC en 2009, 2008 et en 2007.

Synergie-Audit  
22, boulevard de Stalingrad  
B.P. 108  
92323 Châtillon Cedex

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
B.P. 136  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## DUC

Société Anonyme  
Grande Rue  
89770 CHAILLEY

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2009**

Comptes consolidés condensés  
Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009

---

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confié par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DUC, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration dans un contexte, décrit dans la note 1.2 de l'annexe et dans le rapport semestriel d'activité, de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.



## 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Châtillon et Neuilly-sur-Seine, le 22 septembre 2009

Les Commissaires aux Comptes

Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Jean Petit

Alain Penanguer